

# AGIR POUR LE DÉVELOPPEMENT, C'EST INVESTIR DANS LA NUTRITION

## BRIEFING PAPER

### Action contre la Faim a souhaité rassembler les analyses et les engagements qui démontrent l'efficacité et les bénéfices des investissements dans la lutte contre la sous-nutrition pour réduire durablement la pauvreté.

La sous-nutrition touche 1 enfant sur 10 dans le monde et est responsable de 3 millions de décès par an. Malgré l'ampleur du problème, les conséquences humaines de la sous-nutrition ne suffisent malheureusement pas à convaincre d'investir dans la lutte contre ce fléau. Face à de fortes contraintes budgétaires, les bailleurs de l'aide publique au développement cherchent à maximiser l'impact de chaque euro investi. De nombreux économistes et scientifiques ont mis en évidence l'effet négatif de la sous-nutrition sur le développement et démontré la rentabilité des investissements pour la nutrition.

«Améliorer l'état nutritionnel contribue à la productivité, au développement économique et à la réduction de la pauvreté en améliorant les capacités physiques de travail, le développement cognitif, la performance scolaire et la santé en réduisant les maladies et la mortalité. [...] Les bénéfices économiques des investissements dans de tels programmes sont très élevés.» Stratégie Nutrition de la Banque Mondiale

En 2010, la Banque Mondiale a estimé à 10 milliards de dollars US par an<sup>1</sup> le montant des investissements nécessaires pour financer les interventions les plus efficaces<sup>2</sup> pour lutter contre la sous-nutrition. En 2012, ces investissements ne représentaient que 480 millions de dollars US, soit 0,36% de l'aide publique au développement (APD) au niveau mondial.<sup>3</sup> En incluant les investissements avec un effet indirect dans la lutte contre la sous-nutrition, l'aide internationale ne l'élevait qu'à 1,523 milliards de dollars US, soit à peine 1% de l'APD mondiale.

À l'insuffisance des financements s'ajoute la faible redevabilité de l'aide internationale en faveur de la nutrition. En 2014, seuls treize bailleurs ont rendu compte de leurs investissements en faveur de la nutrition. Malgré les efforts introduits par la méthodologie<sup>4</sup> du SUN Donor Network, le reporting dans la base de données de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) n'est pas adéquat, en particulier pour le suivi des interventions spécifiques<sup>5</sup>.

Les pays affectés par la sous-nutrition ont décidé de faire de la nutrition leur priorité et ont pris des engagements pour augmenter leurs investissements domestiques. Si peu de données sont disponibles pour estimer le montant de ces financements nationaux, les premiers travaux menés au sein du Mouvement SUN tendent à montrer que de plus en plus de pays choisissent d'accroître leur budget pour la nutrition.

Cependant, la mobilisation des pays affectés ne doit pas occulter la responsabilité des bailleurs. Certains bailleurs ont ouvert la voie en faisant de la nutrition une priorité. Ils doivent être désormais rejoints par l'ensemble des États qui fournissent l'aide internationale.

#### CONTACT ACF:

Louis-Marie Poitou

DEPARTEMENT EXPERTISE ET PLAIDOYER – ACF France

lpoitou@actioncontrelafaim.org





## POURQUOI FAIRE DE LA NUTRITION UNE PRIORITÉ DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ?

En portant préjudice au capital humain, la sous-nutrition entrave le développement des pays en freinant leur croissance économique, ce qui affecte en retour la situation nutritionnelle des populations. Ces évidences, produites par des économistes, devraient être connues de tous les spécialistes du développement. La communauté internationale a reconnu que le cycle de la pauvreté et de la sous-nutrition est intergénérationnel : elle doit maintenant participer à le briser.

*«Reconnaissons que la malnutrition sous toutes ses formes –dénutrition, carences en micronutriments, excès pondéral et obésité– non seulement nuit à la santé et au bien-être des populations en compromettant le développement physique et cognitif, ainsi que le système immunitaire, en exposant davantage les personnes aux maladies transmissibles et non transmissibles, en restreignant la réalisation du potentiel humain et en réduisant la productivité, mais constitue également un lourd fardeau, sous la forme de conséquences socioéconomiques négatives pour l'individu, la famille, la communauté et l'État.»* Déclaration de la Deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition (ICN2 – 2015)

## LA NUTRITION EST UN CERCLE VERTUEUX

Investir dans la nutrition pendant la fenêtre des 1 000 jours, période entre la conception et les deux premières années de l'enfant, permet d'éviter que la sous-nutrition ne provoque des dommages irréversibles sur le développement cognitif, intellectuel et physique, puisque à cet âge le développement du cerveau et du système nerveux est largement avancé.

*«S'assurer qu'un enfant reçoit une alimentation adéquate durant ses mille premiers jours est bénéfique à toute son existence : un enfant bien nourri réussira mieux à l'école, combattra plus facilement les maladies et gagnera même mieux sa vie lorsqu'il sera adulte.»* Rajiv Shah, administrateur USAID, mai 2012<sup>6</sup>

De nombreuses preuves montrent les bénéfices de l'éradication de la sous-nutrition infantile :

- les mères ne souffrant pas de sous-nutrition chronique ont 3 fois moins de risques de donner naissance à un enfant qui souffrira de sous-nutrition avant d'avoir atteint l'âge de 2 ans<sup>7</sup>,
- un gain de 1% de taille génère en moyenne un gain de 2,4% de revenus<sup>8</sup>,
- amélioration d'un an au moins du niveau d'études,
- il est 33% plus probable pour les enfants bien nourris d'échapper à la sous-nutrition une fois adultes<sup>9</sup>,

- les adultes n'ayant pas souffert de sous-nutrition enfants ont un revenu supérieur de presque 20%<sup>10</sup> et une consommation domestique 66% plus importante<sup>11</sup>,
- permettre aux femmes d'augmenter de 10% la probabilité d'avoir leur propre entreprise<sup>12</sup>.

## LA SOUS-NUTRITION EST UN FREIN AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le Consensus de Copenhague –initiative lancée en 2012 et rassemblant un groupe d'experts autour de quatre Prix Nobel d'économie– estime que les améliorations en termes de nutrition ont élevé le PIB mondial de 8% en moyenne au cours du siècle<sup>13</sup>. Malgré ces améliorations, encore beaucoup de pays doivent à la sous-nutrition des pertes significatives de PIB.

L'Asie et l'Afrique perdent chaque année 11% de leur PIB<sup>9</sup>. L'Éthiopie, le Rwanda et l'Ouganda, par exemple, perdent respectivement 16,5%, 11,5% et 5,6% de leur PIB annuellement<sup>14</sup>.

*«L'étude The Cost of Hunger in Africa a confirmé l'ampleur des conséquences de la malnutrition infantile sur la santé, l'éducation et l'économie nationale [...] dans le pays [Malawi], les pertes économiques liées à la sous-nutrition sont énormes, les plus importantes étant le coût des pertes de productivité potentielle.»* Le Ministre des Finances Goodall E. Gondwe, Malawi, The Cost of Hunger in Malawi

À l'échelle des pays, la sous-nutrition affecte durablement le capital humain et freine le développement économique. L'étude *The Cost of Hunger in Africa*<sup>14</sup> met en évidence les conséquences irréversibles de la sous-nutrition sur la main d'œuvre. Beaucoup d'enfants souffrant de sous-nutrition n'atteindront pas l'âge adulte, ce qui prive les pays de main d'œuvre potentielle, et ceux qui y survivent seront beaucoup moins productifs une fois entrés dans la vie active.

## ÉTHIOPIE

En 2009, la mortalité infantile due à la sous-nutrition a réduit de 8% la main d'œuvre. De plus, la prévalence de la sous-nutrition pendant l'enfance parmi la main d'œuvre exerçant des activités manuelles a engendré une perte de 3,8% du PIB.

## RWANDA

En 2012, 922 millions d'heures travaillées ont été perdues à cause de la mortalité liée à la sous-nutrition parmi les personnes ayant pu constituer de la main d'œuvre, ce qui équivalait à 7,1% du PIB du pays.

## LA LUTTE CONTRE LA SOUS-NUTRITION EST UN INVESTISSEMENT, PAS UNE DÉPENSE !

La nutrition est l'un des investissements au rapport bénéfices-coûts le plus élevé en matière de lutte contre la pauvreté. Les experts du Consensus de Copenhague font ce même constat depuis 2004.

### Exemples

- Sri Lanka : 1\$ investi rapporte 56\$
- Indonésie : 1\$ investi rapporte 48\$
- Philippines : 1\$ investi rapporte 44\$
- Sénégal : 1\$ investi rapporte 20\$
- Ghana : 1\$ investi rapporte 17\$
- Tchad : 1\$ investi rapporte 15\$

Investir dans la lutte contre la sous-nutrition chronique est rentable et sûr. Même avec le scénario le plus prudent, le Groupe d'Experts Indépendants du Global Nutrition Report de 2014 a établi que le ratio bénéfices-coûts de l'investissement dans la lutte contre la sous-nutrition chronique est toujours positif.

La Banque Mondiale a calculé le coût des dix interventions-clefs du Lancet et a révélé qu'elles ont toutes un retour sur investissement positif<sup>15</sup>, particulièrement pendant les 1000 premiers jours. C'est pourquoi la plupart des stratégies nutrition des principaux bailleurs mettent l'accent sur cette fenêtre. Si les 10 interventions étaient mises en place pour couvrir 90% de la population dans 34 pays où la sous nutrition est importante, cela pourrait réduire de 20% la sous-nutrition chronique et de 60% la sous-nutrition aigüe chez les enfants de moins de 5 ans<sup>16</sup>.

*«Aucune autre technologie n'offre aujourd'hui une telle possibilité d'améliorer la vie et d'accélérer le développement à un aussi faible coût, et dans un laps de temps si court.»* La Banque Mondiale, au sujet du contrôle des déficits en vitamines et minéraux<sup>17</sup>

## INVESTIR DANS LA NUTRITION : ILS ONT CHOISI DE LE FAIRE !

### Les pays touchés s'engagent dans la lutte contre la sous-nutrition

De nombreux pays affectés par la sous-nutrition en ont fait une priorité. Le mouvement SUN, déjà rejoint par 55 pays dont 27 des 33 «pays les plus touchés par la sous-nutrition chronique», traduit cet engagement.

*«Jamais auparavant tant de dirigeants d'autant de pays et domaines différents ont accepté de travailler ensemble pour améliorer la nutrition [...] Le mouvement SUN nous donne à tous, et y compris à l'ONU, une occasion de soutenir les pays dans leurs efforts pour éradiquer la faim et la malnutrition.»* Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations Unies

La mobilisation s'est organisée au plus haut niveau des États. Au Sénégal ou encore en Mauritanie, ce sont respectivement le Premier Ministre et le Ministre des Affaires économiques et du Développement eux-mêmes qui ont rédigé les lettres d'engagement de leur pays dans le mouvement<sup>18</sup>. Tous les pays SUN ont ou sont en train d'établir des plateformes multi-acteurs.

### EN ÉTHIOPIE

Le gouvernement s'est engagé à allouer 15 millions de dollars supplémentaires par an pour la nutrition jusqu'en 2020<sup>19</sup>.

*«Le Gouvernement du Népal est engagé au plus haut niveau pour l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants et des femmes qui sont le socle de la croissance économique future et en général, du développement. [...] Des progrès substantiels et durables peuvent s'accomplir dans ce domaine si nous mettons en place un partenariat mondial consolidé.»* Premier Ministre du Népal, Baburam Bhattarai, Membre du Groupe principal du mouvement SUN (Septembre 2012)

Les ministres des finances sont en première ligne. Le rapport du mouvement SUN de l'année 2014 montrait que 12 pays ont établi des lignes budgétaires spécifiques à la nutrition, et plusieurs ont augmenté les ressources nationales pour ce secteur.

### EN TANZANIE

Le ministre des Finances a intégré au niveau des autorités locales et nationales la planification et la budgétisation pour la nutrition<sup>20</sup>.

*«Nous devons consacrer les ressources adéquates aux interventions pour la nutrition. Le Gouvernement renforcera également les capacités humaines et institutionnelles pour une véritable mise en œuvre des services de nutrition.»* Le Ministre des Finances Goodall E. Gondwe, Malawi, The Cost of Hunger in Malawi



## LES BAILLEURS DE FONDS PRIORISENT LA NUTRITION

De nombreux bailleurs de fonds ont reconnu l'efficacité et la rentabilité de la lutte contre la sous-nutrition et son grand potentiel pour lutter contre la pauvreté. Les États-Unis,

le Royaume-Uni, l'Irlande et le Canada sont les principaux financeurs du secteur nutritionnel à travers leur APD. Par ailleurs, l'Union Européenne et la Banque Mondiale réalisent des investissements importants.

Dès 2006 la Banque Mondiale (BM) considérait la nutrition comme prioritaire pour réaliser son mandat –favoriser le développement économique à long terme et réduire la pauvreté– et le justifiait par l'important retour sur investissement des interventions nutritionnelles en termes de gains de productivité, de croissance économique et de réduction de la pauvreté.

Dans son document de 2006 *Repositioning Nutrition as Central to Development*<sup>21</sup>, la BM plaide pour une meilleure intégration de la nutrition sur la scène internationale. Ce document demande d'approfondir la recherche sur les liens entre agriculture, protection sociale, santé et nutrition.

Le document de positionnement de 2012 de la plateforme SecureNutrition «*Improving nutrition Through Multisectoral Approaches*» est le document de stratégie de référence de la BM. L'objectif global consiste à promouvoir une approche multisectorielle de la nutrition au sein de ses programmes à travers trois secteurs : l'agriculture et le développement rural, la santé et la protection sociale. Il développe certaines des interventions à prendre en compte, propose une liste d'indicateurs et identifie les besoins non couverts de recherche par secteur.

La nutrition est également présente dans les documents sectoriels de la BM. Le plan d'action agricole (2013-2015) considère la nutrition comme un des sept sujets prioritaires et fait de l'augmentation du pourcentage de projets agricoles ayant un focus explicite sur la nutrition un de ses objectifs-clefs de réussite. La stratégie santé de 2007 proposait déjà une approche liant directement amélioration de l'état de santé et amélioration de la nutrition.

Tous ces bailleurs ont pris des engagements financiers, notamment à l'occasion du sommet Nutrition pour la croissance de Londres en 2013.

<p><b>Banque mondiale</b> "Improving Nutrition Through Multisectoral Approaches", 2013</p>	<p><b>2013 - 2014</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Engagement pour une augmentation de 50% de son support analytique et technique aux pays avec les plus forts taux de malnutrition</li> <li>Engagement à tripler le financement des programmes nutritionnels visant les mères et les jeunes enfants entre 2013 et 2014</li> </ul>
<p><b>UE</b> "Commission Staff Working Document - Action Plan on Nutrition", 2014</p>	<p><b>2014 - 2020</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>400 millions d'euros pour les interventions directes</li> <li>3,42 milliards d'euros pour les interventions indirectes</li> </ul>
<p><b>DFID</b> "DFID's Contribution to Improving Nutrition", 2014</p>	<p><b>2013 - 2020</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>572 millions de dollars supplémentaires pour les interventions directes</li> <li>4,032 milliards de dollars pour les interventions indirectes</li> </ul>
<p><b>USAID</b> "Multi-Sectoral Nutrition Strategy 2014-2025", 2014</p>	<p><b>2012 - 2014</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1,096 milliard de dollars pour les interventions directes</li> <li>8,919 milliards de dollars pour les interventions indirectes</li> </ul>
<p><b>Canada</b></p>	<p><b>Juin 2013</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>145 millions de dollars investis dans des initiatives prévues visant à aider les pays à intégrer correctement la nutrition dans leurs programmes</li> </ul>
<p><b>Irlande</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>2012</b> › 10% de l'APD allouée à la lutte contre la sous-nutrition</li> <li><b>2013 - 2020</b> › S'engage à doubler le financement de la nutrition (130 millions d'euros supplémentaires)</li> </ul>

## COMMENT CES BAILLEURS ONT-ILS DONNÉ UNE PLACE PRIORITAIRE À LA SOUS-NUTRITION DANS LEURS STRATÉGIES ?

- 1. En fixant une cible financière**, comme le montre le tableau ci-dessus.
- 2. Avec une stratégie à dimension multisectorielle.** 20% des investissements de DFID ont été réalisés dans le secteur de l'aide alimentaire et sécurité alimentaire et 44% en santé<sup>22</sup>. L'agriculture, la santé, le genre et l'Eau-Assainissement-Hygiène (EAH) font partie intégrante de la stratégie d'USAID et sont considérés dans les sous-objectifs et les indicateurs proposés. L'Irlande encourage, via son plaidoyer, une approche multi-secteurs (EAH, santé, protection sociale, agriculture et éducation) de la lutte contre la sous-nutrition. Tous les bailleurs ayant choisi la voie de la sous-nutrition prennent en compte un volet agricole sensible à la nutrition.
- 3. Avec une réflexion sur le ciblage.** La plupart des stratégies nutritionnelles sont centrées sur les 1000 jours, les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de cinq ans. La Banque Mondiale a développé une méthodologie dans son document de stratégie publié en janvier 2013<sup>23</sup> pour guider ses chargés de programmes dans la prise en considération des populations les plus touchées par la sous-nutrition.
- 4. En priorisant la recherche** pour réviser leurs stratégies en fonction des nouvelles données scientifiques sur la nutrition. Les stratégies sont soutenues par un financement de la recherche et une capitalisation des initiatives préexistantes. La Banque Mondiale, USAID et DFID orientent leur recherche sur les interventions ayant le plus d'impact nutritionnel.
- 5. En se dotant de plans d'action.** Celui de l'UE (2014) propose en annexe un agenda opérationnel pour la mise en œuvre de sa stratégie. Les délégations décriront dans des fiches pays la façon dont l'UE atteindra ses objectifs en matière de réduction de la malnutrition, à travers quels secteurs et interventions.

## RECOMMANDATIONS

De nombreuses preuves produites par des économistes et des scientifiques montrent les bénéfices de l'éradication de la sous-nutrition infantile. La nutrition est l'un des investissements au rapport bénéfices-coûts le plus élevé en matière de lutte contre la pauvreté. Les pays les plus touchés l'ont compris et ont pris des engagements dans la lutte contre ce fléau. Si la mobilisation des ressources budgétaires nationales est essentielle, l'aide publique au développement demeure un levier de financement essentiel. Il est incompréhensible que les bailleurs bilatéraux et multilatéraux n'y consacrent qu'1% de leur aide publique. Les bailleurs doivent prendre de nouveaux engagements et les respecter. Et dans un contexte de diminution des financements publics pour le développement, il s'agit également d'un gage d'efficacité de l'aide publique internationale.

**Action contre la Faim appelle l'ensemble des bailleurs à accroître leurs engagements en faveur de la lutte contre la sous-nutrition et contribuer à l'atteinte des cibles de l'Assemblée mondiale de la santé. Les bailleurs doivent faire preuve d'ambition et traduire leurs paroles en actes, leurs engagements en actions et en financements concrets. Tandis que le cadre post-2015 fixe de nouveaux objectifs de lutte contre la sous-nutrition, les pays développés doivent agir vite en augmentant leur aide publique contre ce fléau et en soutenant la mise en œuvre de nouveaux financements innovants pour la nutrition. Ces engagements ouvriront la voie à une dynamique nouvelle de la part d'autres bailleurs et pays affectés.**



- <sup>1</sup> Banque Mondiale, « Scaling Up Nutrition, What Will It Cost? », 2010
- <sup>2</sup> 10 interventions directes identifiées par le Lancet Series, 2013
- <sup>3</sup> Global Nutrition Report, 2014
- <sup>4</sup> <http://scalingupnutrition.org/news/sun-donor-network-towards-a-common-methodology-to-track-global-investments-in-nutrition#.VYg7ePntIHw>
- <sup>5</sup> ACF, Aid For Nutrition: Are we on track to meet the needs? 2010 and 2011, 2013
- <sup>6</sup> Rapport d'avancement du mouvement SUN 2011- 2012
- <sup>7</sup> Haddad, L. « Child Growth = Sustainable Economic Growth: Why we should invest in Nutrition », IDS & CIFF, mai 2013
- <sup>8</sup> Hoddinott et al., "The Economic Rationale for Investing in Stunting reduction", Maternal and Child Nutrition, septembre 2013
- <sup>9</sup> Global Nutrition Report, 2014
- <sup>10</sup> Global Index 2013, p. 19
- <sup>11</sup> Horton, S. et Hoddinott, J. "Food Security and Nutrition – Perspective Paper". Copenhagen Consensus Centre, novembre 2014
- <sup>12</sup> Haddad, L. « Ending Undernutrition: Our Legacy to the Post 2015 Generation », IDS & CIFF, mai 2013
- <sup>13</sup> Copenhagen Consensus on Human Challenges to Nutrition Index (2011)
- <sup>14</sup> The Cost of Hunger in Africa, UNECA, 2014
- <sup>15</sup> Banque Mondiale, « Scaling Up Nutrition, What Will It Cost? », 2010
- <sup>16</sup> Lancet Series, 2013
- <sup>17</sup> UNICEF, The Micronutrient Initiative. Vitamin and Mineral Deficiency – A Global Progress report. <http://bit.ly/1JChaL5>
- <sup>18</sup> <http://bit.ly/1Hhxl0c>
- <sup>19</sup> SUN overview Presentation, <http://bit.ly/1JCh9H0>
- <sup>20</sup> Banque Mondiale, « Repositioning Nutrition as Central to Development », 2006
- <sup>21</sup> Revue de la stratégie de DFID par l'ICAI, 2014
- <sup>22</sup> Banque Mondiale, "Improving Nutrition Through Multisectoral Approaches", page 82

## AUTEURS

Laetitia Battisti, Anne-Solenne Le Danvic, Louis-Marie Poitou.  
Ce document est le résultat d'un processus entrepris dans le cadre de la campagne Génération Nutrition France, dont les membres sont ACF, AMREF, CARE France, Coalition Eau, Gobaal Health Advocates, PU AMI, Secours Islamique France et Solidarités International.

## DROITS DE REPRODUCTION

© Action contre la Faim - France | ACF International 2015

La reproduction n'est autorisée que si la source en est citée ou mentionnée. Si la reproduction des données textuelles ou multimédia (son, images, logiciel, etc.) est soumise à une autorisation antérieure, cette dernière annule et remplace l'autorisation décrite ci-dessus.

## Action contre la Faim, 35 ans de lutte contre la faim

Créée en 1979, Action contre la Faim (ACF) est une organisation non gouvernementale internationale qui lutte contre la faim dans le monde. Sa charte des principes humanitaires - indépendance, neutralité, non-discrimination, accès libre et direct aux victimes, professionnalisme, transparence - fonde son identité depuis 35 ans. Sa mission est de sauver des vies en éliminant la faim par la prévention, la détection et le traitement de la sous-nutrition, en particulier pendant et après les situations d'urgence liées aux conflits et aux catastrophes naturelles. Action contre la Faim coordonne ses programmes autour de 4 domaines d'activités : nutrition, santé et pratiques de soins - sécurité alimentaire et moyens d'existence - eau, assainissement et hygiène - plaidoyer et sensibilisation. En 2014, Action contre la Faim est venue en aide à plus de 13,6 millions de personnes dans 46 pays à travers le monde.